

## Air France : «L'Etat se mêle de ce qui ne le regarde pas !»



<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/09/24/31007-20140924ARTFIG00334-air-france-l-etat-se-mele-de-ce-qui-ne-le-regarde-pas.php>

□



Manifestation des pilotes devant l'Assemblée, le 23 septembre. Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

**FIGAROVOX/TRIBUNE - Eric Verhaeghe s'indigne des interventions à répétition de l'Etat dans le conflit qui oppose les pilotes à la direction d'Air France.**

*Eric Verhaeghe a été président de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) entre 2004 et 2009. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages publiés chez Jacob-Duvernet: «Jusqu'ici tout va bien», «Au cœur du MEDEF: chronique d'une fin annoncée», et «Faut-il quitter la France?». Retrouvez ses chroniques sur son [site](#)<sup>1</sup>.*

Après 16 jours de paralysie imposée à notre compagnie aérienne nationale par moins de 4.000 salariés, l'Etat a décidé de prendre sa grosse voix et d'intervenir dans le conflit, comme au bon vieux temps où Air France était nationalisée. Certes, l'Etat est actionnaire d'Air France<sup>2</sup>, mais à 16% seulement. Il est assez stupéfiant de voir un actionnaire minoritaire s'exprimer dans la presse sur un conflit interne à l'entreprise.

Encore [Manuel Valls](#)<sup>3</sup> a-t-il eu le bon goût de rattraper la bourde d'[Alain Vidalies](#)<sup>4</sup>, secrétaire d'Etat aux Transports qui a publiquement manifesté sa défiance à l'égard des dirigeants d'Air France en annonçant une capitulation en rase campagne dans le dossier Transavia. Mais le mal est fait: les pilotes savent maintenant que le gouvernement conseille aux patrons d'Air France de céder aux grévistes. Ils ont gagné un soutien de taille: celui de l'Etat castrateur qui entend régner en maître sur ses anciennes nationalisées et s'assurer qu'elles restent fidèles à un conservatisme administratif.

***Sa posture d'aujourd'hui est à l'image de la gauche : les salariés qu'il soutient ne sont plus des smicards ni des ouvriers de la sidérurgie piégés par une multinationale sans scrupule. Son combat, c'est plutôt celui de salariés à***

## **10.000 euros par mois qui acceptent de prendre une entreprise en otage pour défendre leur bout de gras.**

---

On ne sait pas assez qu'Alain Vidalies défendit en son temps des salariés lorsqu'il était avocat en droit du travail. Sa posture d'aujourd'hui est à l'image de la gauche: les salariés qu'il soutient ne sont plus des smicards ni des ouvriers de la sidérurgie piégés par une multinationale sans scrupule. Son combat, c'est plutôt celui de salariés à 10.000 euros par mois qui acceptent de prendre une entreprise en otage (dont une masse d'employés peu payés) pour défendre leur bout de gras. C'est ainsi qu'à gauche on achète désormais son indulgence au purgatoire de la lutte des classes: en priant dans l'entre-soi des beaux quartiers, loin des ouvriers aux mains calleuses qui ne vivent pas sous perfusion de Champagne.

Pour le reste, Alain Vidalies, qui défend becs et ongles l'existence des départements, est élu sans discontinuer depuis les années 80. La direction d'une entreprise est un art mystérieux pour lui, et la vraie vie lui est étrangère. Il pense donc les conflits du secteur privé comme les pouvoirs publics pensent les relations sociales en leur sein: surtout pas de vague, pas d'innovation, pas de stratégie.

Le premier problème de l'Etat est de s'arroger le droit de transposer ce modèle décadent - et qui explique la dérive incontrôlable des dépenses publiques - à des entreprises qui ne lui appartiennent pas, ou si peu.

### **Le pipeautage de la démocratie sociale**

Dans quelques jours s'ouvre une négociation interprofessionnelle sur la modernisation du dialogue social commandée par l'Etat. On y parlera de la place des accords d'entreprise. Chacun sait que seul l'accord d'entreprise a une légitimité suffisante pour réformer en profondeur. Les autres voies sont trop usées par le discrédit d'un régime à l'agonie pour avoir le moindre pouvoir sur la réalité.

Que dira le gouvernement quand il devra assumer qu'en dernier ressort il s'estime l'arbitre des conflits qui éclatent dans les entreprises? Il dira: faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais?

---

***Ah! Elles sont belles les déclarations du gouvernement sur la démocratie sociale. Mais derrière la façade affichée, reste plus que jamais à l'œuvre la logique des apparatchiks, des politiques, des professionnels de l'esbroufe***

---

Et quelle sera la légitimité du Medef lorsqu'il réclamera plus d'autonomie pour les entreprises? Il aura face à lui le regard narquois des organisations syndicales qui penseront au camouflet infligé par le général Vidalies au colonel Gagey en plein milieu d'une bataille.

Ah! Elles sont belles les déclarations du gouvernement sur la démocratie sociale. Mais derrière la façade affichée, reste plus que jamais à l'œuvre la logique des apparatchiks, des politiques, des professionnels de l'esbroufe: ils entendent décider de tout, agir sur tout, légiférer sur tout, sans rien connaître aux sujets qu'ils traitent, aux entreprises qu'ils saccagent. Et sans bien entendu assumer la moindre responsabilité économique.

Dieu! Que cette fin de régime est pénible...

### **La rédaction vous conseille :**

Les patrons de TPE veulent un renouvellement de la classe politique<sup>5</sup>

Et si on envoyait nos responsables politiques faire un stage en entreprise?<sup>6</sup>

Agnès Verdier-Molinie répond à Jean-Claude Mailly: «Les représentants syndicaux se battent-ils vraiment pour l'emploi?»<sup>7</sup>

---

### **Eric Verhaeghe**

---

#### **Liens:**

1 <http://www.eric-verhaeghe.fr/>

2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/air-france>

3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/manuel-valls>

4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/alain-vidalies>

5 <http://blog.lefigaro.fr/legales/2014/09/15/31001-20140915ARTFIG00312-et-si-on-envoyait-nos-responsables-politiques-faire-un-stage-en-entreprise.html>

6 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/09/15/31001-20140915ARTFIG00312-et-si-on-envoyait-nos-responsables-politiques-faire-un-stage-en-entreprise.php>

7 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/09/10/31007-20140910ARTFIG00144-agnes-verdier-molinie-repond-a-jean-claude-mailly-les-representants-syndicaux-se-battent-ils-vraiment-pour-l-emploi.php>